

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 25 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CN'AIR

2 rue André Bonin
69316 Lyon

Références : 2025-35_INSP_CN'AIR (LE HORPS)_RAP
Code AIOT : 0006306741

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement CN'AIR implanté CHAMPEON 53640 Montreuil-Poulay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CN'AIR
- CHAMPEON 53640 Montreuil-Poulay
- Code AIOT : 0006306741
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CN'AIR (Parc éolien du Horps) exploite un parc éolien composé de six aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur les communes de Chantrigné, Montreuil-Poulay et Champéon dans le

département de la Mayenne. Les installations ont été autorisées dans le cadre d'un permis de construire déposé le 15/11/2007.

Les installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 2980 "installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent", et bénéficient de l'antériorité. Les éoliennes disposent d'une hauteur de mat maximale de 85 mètres et d'une puissance unitaire de 2,3 MW. Le parc éolien a été mis en service le 8 décembre 2009.

L'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle des installations sur la thématique de la biodiversité.

L'inspection s'est rendue dans la base de l'éolienne E1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Atteinte aux intérêts protégés	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L 511-1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Respect du bridage	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à la réalisation du suivi environnemental, mais il doit veiller à respecter la fréquence de renouvellement de ce suivi.

La procédure interne d'identification des mortalités doit être complétée.

L'exploitant doit se positionner sur les mesures compensatoires proposées par le bureau d'études suite à la réalisation du suivi environnemental.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié

<p>et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc éolien CN'AIR Le Horps a été mis en service le 8/12/2009. Le parc a fait l'objet d'un suivi environnemental en 2011, 2012 et 2013. Ces suivis ont été réalisés avant l'établissement du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en 2018. Lors de la visite d'inspection du 27/02/2020, il a été demandé à l'exploitant de ne pas attendre les 10 ans du parc pour réaliser un nouveau suivi, conformément aux modalités détaillées dans le protocole. L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2023 et 2024. Il est rappelé à l'exploitant que la réglementation prévoit la réalisation d'un suivi tous les 10 ans d'exploitation du parc éolien.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le prochain suivi devra être réalisé dans le courant de l'année 2029.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le certificat de dépôt des données</p>

sur le site depobio : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> , en même temps que les rapports des suivis environnementaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Atteinte aux intérêts protégés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L 511-1

Thème(s) : Risques chroniques, intérêts protégés

Prescription contrôlée :

Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Afin de ne pas porter atteinte aux intérêts protégés, l'exploitant a l'obligation de mettre en place les mesures de bridage préconisées par le bureau d'études dans le cadre du suivi environnemental.

L'inspection des installations classées a analysé le suivi environnemental 2024. Ce rapport indique que seul 69 % du temps, le bridage qui devrait être en place est actif.

Par sondage, l'inspection a analysé les données de vitesse de vent, de température et d'heure de coucher/lever du soleil pour constater la mise en place du bridage selon les paramètres. La première analyse réalisée avec les températures au sol, transmises par l'exploitant, sur les périodes du 2 au 7 juillet 2024 et du 3 au 6 septembre 2024, est en accord avec les données du suivi environnemental : absence de bridage sur certaines plages horaires nocturnes.

Cependant, l'exploitant a transmis, après la visite d'inspection, les données de température en nacelle. Il ressort de l'analyse de ces deux périodes, que le bridage a été mis en place correctement par l'exploitant.

Par ailleurs, le suivi environnemental 2024 préconise la plantation de 100 m de haies avec fauches tardives des lisières.

L'exploitant ne s'est pas positionné sur cette mesure et n'a pas détaillé sa réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous deux mois une version actualisée du suivi environnemental 2024, indiquant le taux de couverture réel du bridage environnemental.

Concernant les plantations à réaliser suite à la préconisation du bureau d'études, l'exploitant transmettra sous un mois, une lettre d'intention détaillant les échéances envisagées pour un dépôt de dossier de « porter à connaissance » (PAC) auprès de la préfecture de la Mayenne. Ce

PAC précisera le linéaire exact envisagé, l'implantation cartographique, les modalités de plantation (essences, périodes, conventions avec les propriétaires concernés, ...), ainsi que les modalités d'entretien prévues. Ce PAC devra être déposé dans un délai de six mois après la réception du rapport de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Energie Team a transmis la procédure interne établie pour le cas des constatations de mortalité sur les sites éoliens.

Cette procédure prévoit la constatation par les agents de terrain (Energie Team ou autres intervenants) par au minimum deux photographies des spécimens observés sur site. Elle précise que les cadavres ne doivent pas être manipulés et qu'en cas de besoin, un bureau d'études spécialisé peut intervenir pour enlever le cadavre et identifier l'espèce.

La procédure ne mentionne pas la remontée d'information à l'inspection des installations classées, ni les conditions dans lesquelles une fiche incident doit être complétée.

L'inspection a constaté la présence de l'autocollant mentionné dans la procédure dans le mât de l'éolienne E1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure devra être complétée pour préciser les modalités de remontée d'information auprès de la DREAL, ainsi que les conditions nécessitant l'établissement d'une fiche incident (délais et contacts).

L'exploitant transmettra sous un délai d'un mois, la procédure complétée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Respect du bridage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage, la bonne mise en place du bridage sur les périodes du 2 au 7 juillet 2024 et du 3 au 6 septembre 2024.</p> <p>Les conditions de température en nacelle, de vitesse de vent, d'horaire de coucher et de lever du soleil sont bien prises en compte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite